

UN PARTENAIRE POUR L'AVENIR

La préoccupation croissante du Chili en ce qui concerne le développement durable fait apparaître de nouvelles demandes pour les mêmes technologies que le Canada a mises au point pour gérer ses propres problèmes de ressources naturelles.

Une économie de type ouvert, un système politique stable et une réglementation claire sur les investissements ont fait du marché chilien l'un des plus dynamiques en Amérique latine. Au cours des 10 dernières années, les entrées massives de capitaux étrangers, combinées à une épargne interne élevée, ont fourni les capitaux nécessaires pour alimenter une croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) réel de 7 %. Les politiques axées sur le marché ont contribué au développement d'un esprit d'entrepreneur et d'un secteur privé fort. Le président Eduardo Frei, qui est arrivé au pouvoir en mars 1994, s'est engagé à poursuivre ces politiques. Il a établi de nouvelles relations commerciales dans les Amériques, en Europe et en Asie. Son objectif consiste à faire passer les exportations chiliennes à 20 milliards \$US d'ici la fin du siècle.

Jusqu'à maintenant, les échanges commerciaux du Canada avec le Chili ont été relativement limités, mais on entrevoit d'excellentes possibilités pour l'avenir. La croissance du Chili s'est surtout manifestée dans l'industrie primaire, comme les mines, l'exploitation forestière, l'agriculture et la pêche. Les échanges commerciaux sont en expansion dans tous ces secteurs et c'est cette réussite qui est à l'origine de l'excellente performance de l'ensemble de l'économie du pays. Les Chiliens réalisent cependant de plus en plus que la croissance a des limites et qu'ils ne peuvent pas continuer à puiser indéfiniment dans leur patrimoine naturel. Le concept de croissance durable recueille de plus en plus d'appui et on insiste toujours plus sur la nécessité d'utiliser les ressources de façon efficace et de protéger l'environnement. On a également pris conscience de la nécessité de diversifier les exportations afin de diminuer la dépendance à l'égard des ressources naturelles et de concevoir des produits à valeur ajoutée. Le Canada s'est attaqué avec succès à tous ces problèmes dans le passé, exactement dans les mêmes secteurs d'activité. Notre pays a donc beaucoup à offrir au Chili, à la fois en expertise technologique et en gestion des ressources.

Nos deux pays ont beaucoup de points communs. Ils ont tous les deux une petite population répartie sur un grand territoire. Les marchés nationaux limités ont contraint les deux pays à chercher des débouchés à l'étranger.

Ces similitudes expliquent le niveau élevé d'interaction entre les deux pays. Le Canada est déjà le deuxième investisseur étranger au Chili et, en 1995 et 1996, il a réussi à faire approuver plus d'investissements que tout autre pays. Après le Sommet des Amériques de Miami, le Chili cherchait à adhérer à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec le Canada, les États-Unis et le Mexique. Le Congrès américain n'est